



**CCI AIX MARSEILLE
PROVENCE**

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Groupement de commandes

**Prestation de nettoyage des locaux, gestion des déchets
et services associées**

N° 25-M-S3Y-019

**Cahier des clauses administratives Particulières
(CCAP)**

Coordonnateur du groupement de commandes

Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence

Palais de la Bourse

9 La Canebière

CS21856

13221 MARSEILLE Cedex 01

SOMMAIRE

1	- Dispositions générales du contrat.....	3
1.1	– Identification du contractant.....	3
1.2	- Objet du contrat.....	3
1.3	- Décomposition du contrat	3
1.4	- Type d'accord-cadre	4
1.5	- Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
1.6	- Réalisation de prestations similaires.....	5
2	- Développement durable	5
3	- Pièces contractuelles.....	5
4	- Confidentialité et mesures de sécurité	6
5	- Durée et délais d'exécution.....	6
5.1	- Durée du contrat	6
6	- Prix.....	7
6.1	- Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
6.2	- Contenu des prix	7
6.3	- Modalités de variation des prix.....	7
7	- Garanties Financières	8
8	- Avance	8
8.1	- Conditions de versement et de remboursement.....	8
8.2	- Garanties financières de l'avance	8
9	- Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1	- Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2	- Présentation des demandes de paiement	9
9.3	- Délai global de paiement	10
9.4	- Paiement des cotraitants	11
9.5	- Paiement des sous-traitants.....	11
10	- Conditions d'exécution des prestations	11
10.1	– Stockage, emballage et transport	11
10.2	– Modalités de livraison et d'installation	11
11	- Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
12	- Constatation de l'exécution des prestations.....	12
12.1	- Vérifications	12
12.2	- Décision après vérification	12
13	- Garantie des prestations	12
14	– Pénalités	12
14.1	- Pénalités de retard.....	12
14.2	- Autres pénalités spécifiques.....	12
14.3	- Réfactions.....	14
14.4	- Pénalité pour travail dissimulé.....	14
15	- Assurances.....	15
16	- Résiliation du contrat	15
16.1	- Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	15
16.2	- Redressement ou liquidation judiciaire	15
Article 17	– Clauses sociales spécifiques	15
18	- Règlement des litiges et langues.....	16
19	- Dérogations	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 – Identification du contractant

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence (CCIAMP)
- Chambre de Commerce et d'Industrie de région Provence Alpes Côte d'Azur (CCIR PACA)
- SASU Les Escampons
- SASU Anse de la Réserve
- SCI Bastide Grand Pré
- SA ESCM

La Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence (CCIAMP) est le coordonnateur du groupement de commandes. Il a en charge la passation, la signature, la notification et l'exécution de l'accord-cadre au nom de l'ensemble des membres du groupement, agissant en qualité d'établissement public administratif de l'Etat, domicilié : 9 La Canebière - Palais de la Bourse – 13001 Marseille adresse postale : CS 21856 - 13221 Marseille Cedex 01, mailto : marchespublics@cciamp.com

Les personnes habilitées à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :

Ordonnateur : M. le Président de la CCIAMP

Comptable assignataire des paiements : M. le Vice-Président-Trésorier de la CCIAMP

Les candidats peuvent accéder à la présentation de l'acheteur sur le site <http://www.cciamp.com>

1.2 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent **les prestations de nettoyage des locaux, de gestion des déchets et services associés pour le groupement CCIAMP, CCIR PACA, SASU ANSE DE LA RESERVE, SASU LES ESCAMPONS, SCI BASTIDE GRAND PRE et SA ESCM.**

Prestations de mise en propreté/hygiène et de vitrerie des locaux occupés sur les différents sites des membres du groupement incluant la fourniture de consommables d'hygiène courante et de leurs appareils distributeurs, sous la forme de prestations périodiques et de prestations exceptionnelles selon besoin, ainsi que des prestations associées (permanences, gestion des déchets...)

Les prestations attendues sont explicitées dans le CCTP.

La volumétrie annuelle estimative est caractérisée, d'une part, par les surfaces et les fréquences portées dans les documents applicables au CCTP et, d'autre part, par les quantités estimatives inscrites dans le Détail Quantitatif Estimatif (non contractuel) joint au dossier de la consultation.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout document relatif au présent accord-cadre (rapport, documentation, correspondance, etc.).

L'unité monétaire retenue par l'acheteur pour le marché est exclusivement l'Euro (€).

Lieu(x) d'exécution :

Bouches du Rhône -La liste des sites figure dans le document « **25-M-S3Y-019 DA_1 Fiches à Renseigner-Propreté-Sites** ».

L'ensemble des prestations de nettoyage constitue un lot unique et 19 sites :

- **CCI métropole Aix Marseille Provence (CCIAMP)**
 - **Palais de la Bourse** – 9, La Canebière – 13001 Marseille
 - **CMCI** – 2, rue Henri Barbusse – 13001 Marseille
 - **Vaufrèges** – 11, avenue de Luminy – 13009 Marseille
 - **Martigues** – 3, avenue José Nobré – Zone Ecopolis Sud – 13501 Martigues Cedex

- **Espace Forbin** – 7, place John Rewald – 13100 Aix-en-Provence
 - **Gambetta** – 11, cours Gambetta – 13100 Aix-en-Provence
 - **Luminy ILE** - 163 Avenue de Luminy – Marseille
 - **Fortia / Legs Dufay** - 19 Rue fortia – Marseille
 - **Centre de vie l'Anjoly** - 98 avenue de l'Europe – Vitrolles
 - **Athélia II** - ZAC Athelia II 219 Avenue du Serpolet – La Ciotat
 - **Aubagne** - 248, avenue des Paluds - Centre Agora Bat A - ZI les Paluds – Aubagne
 - **Immeuble De Gaulle** – 1 place du Général De Gaulle – 13001 Marseille
 - **Grand Pré bureaux** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis – Marseille
 - **Grand Pré bastide** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis - Marseille
- **SASU LES ESCAMPONS**
- **Castellane** – 1, rue Saint Sébastien – 13006 Marseille
- **SA ESCM**
- **Sainte-Victoire (uniquement bât. Océanie et Asie)** – 35 rue Sainte Victoire – Marseille
- **SCI BASTIDE GRAND PRE**
- **Grand Pré logement** - 117-119 Ancien Chemin de Cassis – Marseille
- **SASU ANSE DE LA RESERVE**
- **Anse de la réserve** – 34 bd Charles Livon - 13007 Marseille
- **CCI REGION PACA**
- **CCIR PACA** - 8 rue Neuve Saint Martin – 13221 Marseille

1.3 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Type d'accord-cadre

Cet accord-cadre, mono-attributaire est décomposé de la manière suivante :

- une partie forfaitaire correspondant aux prestations récurrentes et périodiques sur les différents sites et par membre de groupement,
- une partie à prix unitaires correspondant aux prestations à la demande qui seront exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur, sans seuil minimum et avec un **seuil maximum annuel de 450 000 € HT pour le groupement** (prestations passées en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande).

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La date et le numéro du marché **N° (25-M-S3Y-019)** ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux (site) d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;

- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Le nom et le service émetteur de la commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution est fixé par chaque bon de commande et court à compter de la notification de celui-ci.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 – Dimension sociale et durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social dont le détail est indiqué ci-après :

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS 2021, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre présentée par le soumissionnaire. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable indiqués à l'article « VI Prescriptions RSE et développement durable » du CCTP.

3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le fichier « DPGF-BPU-DQE » relatif aux éléments financiers comportant 10 onglets
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes nommées « 25-M-S3Y-019 – DA... »
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG)
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- Les bons de commande émis par l'acheteur dans le cadre de l'exécution du marché
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale ferme de 2 ans à compter du **1^{er} juillet 2025**.



Concernant les sites cités ci-dessous, **les prestations démarrent à compter 01 janvier 2026** :

- **FORTIA**
- **GRAND PRE LOGEMENT**
- **CENTRE DE VIE ANJOLY**
- **ATHELIA II**
- **Luminy ILE**

Le contrat peut être reconduit successivement deux fois par décision expresse de l'acheteur pour une période d'un an, sans que la durée totale de celui-ci puisse excéder quatre ans. L'acheteur prend par écrit la décision de reconduire ou non. En cas de reconduction, le titulaire ne peut pas refuser d'exécuter la décision qui lui est notifiée.

La décision prise par l'acheteur est notifiée au titulaire, au plus tard trois mois avant la date d'expiration de la période en cours. Lorsque ce terme est atteint sans que le pouvoir adjudicateur ait signifié au titulaire sa décision, celui-ci peut solliciter la reconduction du contrat. En cas de silence gardé par le pouvoir adjudicateur à l'expiration du contrat, ce dernier n'est pas reconduit.

5.2- Tranche ferme et tranche optionnelle

Cet accord-cadre est fractionné en **tranches fermes et optionnelles pour uniquement la CCIAMP et la SA ESCM**.

CCIAMP	
Tranche ferme (TF)	12 sites
Tranche optionnelle 2 (TO 2)	Grand Pré bureaux
Tranche optionnelle 2 (TO 3)	Grand Pré bastide
SA ESCM	
Tranche optionnelle 1 (TO 1)	Sainte-Victoire (uniquement bât. Océanie et Asie)

Concernant la ou les **tranche(s) optionnelle(s)**, les prestations démarreront à compter de la date de la décision d'affermissement prise par le pouvoir adjudicateur. La notification de chaque tranche optionnelle interviendra suite au début de commercialisation de chacun des 3 sites suivants : **Sainte-Victoire (uniquement bât. Océanie et Asie), Grand Pré bureaux et Grand Pré bastide.**

Indemnité de dédit

Si la tranche optionnelle n'est pas affermée, le titulaire ne pourra bénéficier d'aucune indemnité de dédit.

6- Prix

6.1- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

A. Un prix global et forfaitaire (pour la 1^{ère} année d'exécution et pour les années suivantes) inscrit dans l'acte d'engagement du titulaire correspondant aux prestations récurrentes et périodiques sur les sites du groupement.

B. Des prix unitaires par référence de services et fournitures correspondant à des prestations à la demande exécutables sur bons de commande préalablement émis par le pouvoir adjudicateur en fonction de la survenance de leurs besoins, sans seuil minimum et avec un seuil maximum de commandes de 450 K€ HT/an.

Les prix unitaires du bordereau de prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

NB : Les tranches optionnelles feront l'objet d'un forfait annuel.

Concernant l'année de démarrage, le forfait sera proratisé au nombre de mois d'exécution.

6.2- Contenu des prix

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent tous les frais techniques, toutes les taxes et les frais afférents nécessaires à la parfaite exécution des prestations tels que déplacements, parking, péages, repas et hébergement, frais d'élaboration des divers documents et supports. Tous les frais autres et annexes à la réalisation des présentes prestations sont à la charge exclusive du titulaire.

6.3- Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt de l'offre : **Mai 2025.**

Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Le marché est traité à prix ferme pour la première période d'exécution du marché.

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du début des prestations soit le 1er juillet par application de la formule suivante : $P = P_0 (0,70 + 0,30 (s / s_0))$

Avec P= prix révisé

et P₀ = prix initial

Avec S = valeur moyenne (provisoire ou définitive) des 3 dernières valeurs de l'indice INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Services de nettoyage courant des bâtiments Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes (code identifiant : 010766605, base 2021) connues au jour de l'actualisation des prix.

Et S₀ = valeur de l'indice INSEE susvisé connu au mois de la notification du marché

Les prix ne sont réactualisés qu'à partir d'une hausse ou baisse égale ou supérieure à 1% par rapport aux prix initiaux.

Dates de révision

- Au 1^{er} juillet 2026, 1^{er} juillet 2027
- En cas de première reconduction du marché : 1^{er} juillet 2028

Arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule d'actualisation ou de révision de prix, les calculs intermédiaires et finaux seront

effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale suivante est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).
- Les prix du marché seront révisés à l'issue de chaque période de validité. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de validité concernée.

Clause butoir :

L'augmentation éventuelle résultant de la révision annuelle des prix ne peut être supérieure à 4 % par période de reconduction.

Clause de sauvegarde :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché lorsque la révision de prix fait apparaître une augmentation par rapport au prix initial supérieur à 8 % au jour de la notification du marché sur la durée totale, reconductions comprises. La date d'effet de cette résiliation sera alors celle du changement de tarif en cause.

Toutefois, en fonction de l'évolution économique ou de la législation en vigueur, le pourcentage précité pourra être modifié par avenant au marché.

7- Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8- Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1- Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2- Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9- Modalités de règlement des comptes

9.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2- Présentation des demandes de paiement

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Facture mensuelle (par site)

Chaque site fait l'objet d'une facture mensuelle à hauteur d'1/12^{ème} du montant indiqué dans la DPGF.

Les demandes de paiement seront établies en un exemplaire et comporteront, outre les mentions légales, les indications précisées ci-après.

Facture sur prestations à la demande


Chaque bon de commande fera l'objet d'une facturation à réception des prestations exécutées.

Les demandes de paiement seront établies en un exemplaire et comporteront, outre les mentions légales, les indications précisées ci-après.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le prestataire a obligation d'adresser ses factures sous forme électronique, au travers de la plateforme **Chorus Pro** : <https://chorus-pro.gouv.fr> pour la CCIAMP et la CCIR PACA.

Pour la SASU Anse de la Réserve, la SASU Les Escampons, la SCI Bastide Grand Pré et la SA ESCM, les demandes de paiement s'effectueront par courrier.

Les demandes de paiement seront transmises au membre du groupement concerné par la prestation, selon les indications ci-dessous :

Établissements	Adresses de facturation
CCIAMP	
	<u>Référence facture électronique</u>
	N° de SIRET 181.300.021.00019
	N° du bon de commande (n° d'engagement) BCxxxxxxxx
	Code service Néant
CCIR PACA	CHORUS : Identifiant structure : 18130001300040 Raison sociale : CCI REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR MARSEILLE 1
SASU Anse de la Réserve	Les factures papier seront envoyées directement à <u>l'adresse postale suivante</u> : 34 bd Charles Livon 13007 Marseille Ainsi que doublées sur l'adresse mail : facilitiesmarseille@cciamp.com
SASU Les Escampons	Les factures papier seront envoyées directement à <u>l'adresse postale suivante</u> : 9 La Canebière Palais de la Bourse CS21856 13221 Marseille cedex 01 Ainsi que doublées sur l'adresse mail : facilitiesmarseille@cciamp.com

SCI Bastide Grand Pré	<p>Les factures papier seront envoyées directement à <u>l'adresse postale suivante</u> :</p> <p>9 La Canebière Palais de la Bourse CS21856 13221 Marseille cedex 01</p> <p>Ainsi que doublées sur l'adresse mail : facilitiesmarseille@cciamp.com</p>
SA ESCM	<p>Les factures papier seront envoyées directement à <u>l'adresse postale suivante</u> :</p> <p>9 La Canebière Palais de la Bourse CS21856 13221 Marseille cedex 01</p> <p>Ainsi que doublées sur l'adresse mail : facilitiesmarseille@cciamp.com</p>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

9.3- Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au

premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4- Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5- Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10- Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute sur la base d'un forfait annuel et au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

Bouches du Rhône – La liste des sites figure dans le document « **25-M-S3Y-019 DA 2_Fiches signalétiques_Sites** ».

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information. – Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des équipements, fournitures et produits consommables seront effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

10.1– Modalités de livraison et d'installation

Les prestations de livraison des équipements, fournitures et produits consommables, et le montage ou démontage des appareils et équipements nécessaires à la bonne exécution des prestations seront conformes aux dispositions spécifiées dans le Cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre et ses annexes éventuelles.

11- Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12- Constatation de l'exécution des prestations

12.1- Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2- Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13- Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

14- Pénalités

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

14.1- Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

En cas de retard dans la transmission des documents visés à l'article R1263-12 du code du travail ou d'intervention du travailleur non conforme à la déclaration préalable de détachement, une pénalité forfaitaire de 10 000 euros sera appliquée sur simple constat de la présence sur le chantier d'un travailleur détaché non déclaré valablement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

14.2- Autres pénalités spécifiques

Nature de la pénalité	Déclenchement de la pénalité	Montant de la pénalité
Comportement	Au-delà d'un quart d'heure, le retard ou l'absence d'un encadrant et/ou d'une permanence de propreté sur site constaté au préalable de façon contradictoires ou consigné dans le cahier de liaison disponible chez le pouvoir adjudicateur donne lieu à des pénalités.	30,00 € HT / heure
	Un comportement déplacé nuisant au bon fonctionnement ou au calme des services de la CCIAMP donnera lieu à des pénalités	1000 € HT accompagné du retrait de la personne concernée
Absence de représentant du titulaire lors de réunion, de contrôles contradictoires de qualité	Un représentant du titulaire du marché devra être présent lors des réunions, et contrôles contradictoires de qualité. En cas d'absence injustifiée, le titulaire se verra appliquer une pénalité.	100,00 € HT / absence injustifiée
Contrôles contradictoires de qualité	Suite aux contrôles contradictoires réalisés montrant une conformité inférieure à 85%, sur l'ensemble des éléments non conformes de la zone du site contrôlé, le Titulaire devra mettre en place un plan d'actions correctives sous 48h.	100,00 € HT / facture mensuelle / jour de retard

Contrôle de l'action corrective	Sans actions du Titulaire pour remettre en conformité ses prestations et après constat d'un niveau de conformité restant en deçà du requis, il sera sanctionné d'une pénalité.	300,00 € HT / par manquement constaté
Plan de prévention	En cas de non-établissement du plan de prévention, le titulaire se verra appliquer une pénalité.	500,00 € HT / site
Planning des prestations périodiques	En cas de non-transmission du planning des prestations récurrentes, le titulaire sera sanctionné d'une pénalité.	300,00 € HT / Semaine de retard
Demandes d'interventions de prestations exceptionnelles	Les demandes d'interventions à destination du Titulaire doivent trouver une réponse dans les 24h. Sans réponse de la part du Titulaire dans ces délais, une pénalité forfaitaire par demandes sans réponse sera appliquée.	100,00 € HT / Demande
Perte de clé pass général	En cas de perte d'un pass général impliquant un remplacement de multiples clefs et la reconfiguration de l'organigramme une pénalité sera appliquée.	Frais de remplacement à la charge du Titulaire
	En cas de perte d'un pass général impliquant un remplacement de multiples serrures.	Frais à la charge du Titulaire du marché
Reporting	Le Titulaire du marché est tenu de transmettre à la CCIAMP le reporting par site. Une pénalité par site sera appliquée pour la non-transmission ou incomplète du reporting	500,00 € HT / Site
Attestation d'assurance	Dans les trois mois suivants la notification et à chaque renouvellement, le Titulaire du marché remet à la CCIAMP l'attestation d'assurance. En cas de d'absence de ce document, une pénalité sera appliquée.	100,00 € HT / Jour
Respect du code du travail	Après attribution mais avant notification du marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, le Titulaire remet à la CCIMP, pour lui-même et pour chacun de ses sous-traitants et/ou co-traitants éventuels, les documents suivants : L'attestation et l'un des documents décrits à l'article D8222-5 du code du travail La liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2, conformément aux articles D8254-2 et D8254-4 du code du travail. En cas de non-respect de ces obligations, le Titulaire encoure une pénalité.	10% du montant annuel HT du marché / mois de retard
Liste nominative	Dans les trois mois suivant la notification, après tous les mois et à chaque changement, le Titulaire du marché transmet à la CCIAMP la liste nominative de son personnel sur le site. En cas d'absence de ce document, une pénalité sera appliquée	100,00 € HT / Jour
Ruptures de produits et consommables sanitaires	Les ruptures dans l'approvisionnement de consommables sanitaires (papier hygiénique, savon, essuie-mains, ...) seront pénalisées.	200,00 € HT / Jour / Bloc sanitaire
Distributeurs sanitaires défectueux	En cas de non-changement d'équipement sanitaire défectueux, le Titulaire sera sanctionné d'une pénalité.	50,00 € HT / Jour / Equipement

Compétence	Les salariés du Titulaire doivent être formés aux techniques de nettoyage, à l'utilisation des produits et maniement du matériel. Ils doivent également être en possession des qualifications et habilitations nécessaires pour réaliser les prestations spécifiques. Le Titulaire devra fournir la planification et la preuve du suivi du plan de formation.	150,00 € HT / par manquement constaté pour un salarié
EPI	Les salariés du Titulaire doivent porter les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés aux activités réalisées en toute circonstance.	200,00 € HT / par manquement constaté pour un salarié
Identification	Les salariés du Titulaire doivent être en tenue de travail adapté et propre (non déchirée, non abîmée), identifiant leur appartenance à la société du Titulaire avec le port du badge nominatif et identifiable physiquement.	100,00 € HT / par manquement constaté pour un salarié
Matériel	Toute utilisation non autorisée d'un matériel appartenant à la CCIAMP donnera lieu à l'application d'une pénalité. Toute dégradation d'un matériel appartenant à la CCIAMP donnera lieu à l'application d'une pénalité	500 € HT pour l'utilisation non autorisée 1000 € HT pour la dégradation de matériel
Gestion des déchets	En cas d'absence de prestation (sortie/rentrée et enlèvement des conteneurs). Une pénalité sera appliquée par site.	200,00 € HT / par manquement constaté par tout moyen tangible (ex : photo) et par site

14.3– Réfactions

Des réfactions seront appliquées au montant forfaitaire mensuel de l'entretien courant de l'ensemble du lot en fonction des résultats des contrôles qualité tels que définis à l'article 19 du CCTP.

Ainsi, à chaque fin de période mensuelle de contrôle, seront calculés :

- La note moyenne de tous les contrôles effectués, appelée N, exprimée en %
- Le seuil d'acceptabilité moyen en fonction des zones qualités contrôlées (Z1/Z2/Z3), appelée S, exprimé en %

Au regard des résultats obtenus, si :

- N est supérieur ou égal à S, alors la période de contrôle mensuelle est considérée comme conforme.
- N est strictement inférieur à S, alors la période mensuelle de contrôle est considérée comme non conforme.

Dans le cas d'une non-conformité, la réfaction qui est appliquée correspond à l'écart entre S et N, exprimé en %

Exemple :

N = 88% et S : 89%.

N < S = Non-conformité avérée

Ecart entre N et S = 1%

Taux de réfaction appliqué au montant forfaitaire mensuel du lot = 1%

14.4- Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15- Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette attestation sera déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CCI Aix-Marseille Provence à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié au pouvoir adjudicateur chaque année pendant la durée de l'accord-cadre : le titulaire devra spontanément déposer une copie de l'attestation d'assurance sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CCI Aix-Marseille Provence à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr> et ce au maximum un mois après l'échéance de la police en question.

16- Résiliation du contrat

16.1- Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2- Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 – Clauses sociales spécifiques

1/ Dans le respect des dispositions de l'article L 1224-1 du Code du travail et en application de la convention collective nationale des entreprises de propreté en date du 1er juillet 1994, notamment au regard de l'article 7.2 de la Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011, les informations relatives aux salariés employés par l'ancien titulaire du précédent marché et communicables au soumissionnaire qui a vocation à

devenir titulaire du présent accord-cadre, soumis à l'obligation de reprise du personnel travaillant sur les sites visés, figurent en annexe au CCTP : **25-M-S3Y-019 DA 4 Eléments de reprise du personnel**

En conséquence, le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre sont réputé(s) avoir disposé des informations nécessaires à l'établissement d'une offre satisfaisante.

2/ Le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engagent à respecter les dispositions de L.122-12 alinéa 2 du code du travail, lequel énonce que : « S'il survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société, tous les contrats de travail en cours de modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise. ».

3/ Le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engagent, au terme du présent accord-cadre, à fournir les informations relatives au personnel susceptible d'être éligible aux dispositions légales et ou réglementaires permettant d'établir les annexes visées au 1/ du présent article sur simple demande écrite du pouvoir adjudicateur, et ce dans un délai de 7 jour calendaire à compter de la réception de cette demande.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services